

Mémoire d'Unifor dans le cadre du processus de consultation sur le budget fédéral 2021

Pour une relance économique
équitable, inclusive et résiliente

Août 2020

#Rebâtirenmeux

Tel/Tél: 416.497.4110
Toll-free/Sans frais: 1.800.268.5763

Résumé des recommandations:

Unifor recommande au gouvernement d'investir dans un plan de relance économique suffisamment important et audacieux pour prévenir des dommages économiques permanents et instaurer une justice raciale et économique – la reprise économique ne pourra pas être pleinement réussie si nous continuons à laisser des gens en plan. Il est impératif que le Canada ne revienne pas à l'économie que nous avons bâtie avant la pandémie. Les inégalités raciales et de genre freinaient le pays d'innombrables façons, mais nous avons maintenant la possibilité de bâtir des systèmes qui créent et maintiennent une justice économique pour toutes et tous.

Unifor recommande au gouvernement de:

- 1. Revoir le système de sécurité du revenu du Canada en mettant l'accent sur la sécurité du revenu et l'élimination de la pauvreté. Les mesures doivent au moins comprendre les éléments suivants:**
 - a. Apporter des modifications permanentes au régime d'assurance-emploi afin d'accroître les niveaux d'admissibilité, d'accès et de prestations;
 - b. Mettre en œuvre l'allocation de logement du Canada dans tout le pays;
 - c. Concevoir un système de sécurité du revenu qui garantit qu'aucun individu ou famille ne vit avec un revenu inférieur au nouveau point de référence établi par la PCU, tout en tenant compte de la taille de la famille.
- 2. Développer l'économie en mettant l'accent sur les emplois verts et la décarbonisation:**
 - a. Soutenir la fabrication de véhicules électriques à émission zéro (VEZ) au Canada par le biais d'une stratégie nationale de l'automobile et établir une infrastructure de bornes de recharge;
 - b. Mettre en place des programmes de soutien ciblés pour l'industrie afin que le Canada continue de répondre à ses besoins énergétiques, ainsi qu'un fonds fédéral de transition équitable pour les travailleuses et travailleurs du secteur de l'énergie qui seront déplacés;
 - c. Élargir le Fonds pour l'infrastructure de transport en commun dans le cadre d'une stratégie nationale pour le transport public;
 - d. Réorienter les soutiens à l'emploi et développer un système de formation qui soutient les emplois verts.
- 3. Renforcer la capacité du Canada à fabriquer et à créer des biens au pays grâce à des stratégies industrielles visant à rebâtir la capacité industrielle:**
 - a. Élaborer des stratégies industrielles globales pour incuber et développer les capacités de fabrication nationales essentielles et l'infrastructure de la chaîne d'approvisionnement, notamment pour l'automobile, l'aérospatiale, la construction navale, les matériaux de construction, les produits pharmaceutiques et les équipements de protection individuelle;
 - b. Élaborer des stratégies globales pour l'économie des services et de la création, y compris les télécommunications et les médias.
- 4. Inclure l'économie solidaire dans la définition des infrastructures essentielles, mettre en place les programmes et les services nécessaires pour soutenir une économie du 21^e siècle avec équité dans la prestation des services et un travail décent:**
 - a. Mettre en place un système universel pancanadien de services de garde;
 - b. Mettre en œuvre un régime national et universel d'assurance-médicaments;
 - c. Mettre fin aux soins de longue durée à but lucratif en assurant un financement adéquat pour système sans but lucratif fiable;
 - d. Mettre fin aux avis concernant l'eau potable dans les communautés autochtones;

- e. Améliorer considérablement la stratégie et le fonds pour le logement abordable;
- f. Veiller à ce que tous les Canadiens et Canadiennes aient accès aux services Internet;
- g. Investir dans le système national de transport ferroviaire de passagers;
- h. Soutenir tous les investissements en infrastructures par des politiques de travail décent et d'environnement.

5. Rebâtir la capacité fiscale du Canada et assumer une dette supplémentaire:

- a. Renforcer la capacité fiscale du Canada par un certain nombre de changements fiscaux, notamment en mettant en place un impôt sur la fortune, en supprimant les échappatoires fiscales, en luttant contre les paradis fiscaux et en modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu afin que les achats publicitaires canadiens des médias numériques américains ne soient plus déductibles;
- b. Continuer d'emprunter de l'argent à des taux d'intérêt historiquement bas, le coût de ne pas investir dans les programmes et services énumérés ci-dessus est trop élevé pour ne rien faire.

À propos de nous

Unifor est le plus grand syndicat du secteur privé du Canada. Il représente quelque 315 000 travailleuses et travailleurs dans tous les grands secteurs de l'économie du pays. Fondé par ses membres, Unifor représente des travailleuses et travailleurs des secteurs de la fabrication de pointe, des ressources naturelles, des transports, des télécommunications, des soins de santé, de la vente au détail, de l'hôtellerie et de la restauration, et bien d'autres encore. Les membres d'Unifor ont le plus grand intérêt dans le succès de leurs industries et de l'économie canadienne. Au nom de ces membres, de leurs familles et de leurs communautés, Unifor se réjouit de pouvoir partager les priorités de l'organisation pour le budget 2021.

Un plan de relance économique pour sécuriser l'économie du 21^e siècle dont nous avons besoin

La réponse du Canada à la pandémie de coronavirus a entraîné la crise économique la plus grave depuis la Grande Dépression. La réponse fiscale et monétaire du gouvernement fédéral à la crise est sans précédent et a sans doute provoqué un ralentissement bien moins grave que ce qui aurait été le cas autrement. En bref, la réponse, bien qu'imparfaite, a été importante. Il faut en faire plus.

Personne ne sait combien de temps les effets du ralentissement économique se prolongeront, ni à quel point ils affecteront les travailleuses et travailleurs et les familles du Canada. Afin de prévenir un nouveau déclin et d'accélérer la reprise économique du pays, Unifor exhorte le gouvernement à investir dans un plan de relance économique suffisamment important et audacieux pour instaurer la justice raciale et économique tout en remettant les gens au travail en toute sécurité.

Les recommandations ci-dessous sont tirées du plan de relance économique d'Unifor intitulé « La feuille de route d'Unifor pour une relance économique équitable, inclusive et résiliente ». La version complète du document se trouve sur le site <https://rebatirenmieux.unifor.org>.

Ce plan prévoit la mise en place d'un système de sécurité du revenu qui protège tous les travailleurs et travailleuses et garantit que les gens ne vivent pas dans la pauvreté. Il prévoit également de rebâtir l'économie dans une optique de durabilité. Le plan est conçu pour bâtir une économie plus autonome, plus stratégique et capable de fabriquer des biens ici au Canada. Il reconnaît que l'infrastructure physique et sociale est tout aussi essentielle pour les travailleuses et travailleurs du 21^e siècle. Lorsque

des investissements industriels directs et des plans de sauvetage sont nécessaires, le plan exige que les gouvernements n'aient pas peur d'imposer des conditions strictes qui garantissent que les bénéficiaires reviennent aux travailleuses et travailleurs plutôt qu'aux dirigeants et aux actionnaires.

Unifor recommande au gouvernement de:

1. Revoir le système de sécurité du revenu du Canada en mettant l'accent sur la sécurité du revenu et l'élimination de la pauvreté

La sécurité du revenu signifie que les besoins fondamentaux de chaque individu au Canada sont satisfaits en tout temps. Cet objectif n'est pas atteint au Canada. Déjà avant la pandémie, près de la moitié des travailleuses et travailleurs connaissaient une certaine forme de précarité et d'insécurité. Par sa réponse à cette crise, le gouvernement a montré que la garantie de la sécurité du revenu et l'élimination de la pauvreté sont en grande partie des actes de volonté politique, et non le résultat de moyens inadéquats. La Prestation canadienne d'urgence (PCU) était une réponse directe à l'insuffisance de l'assurance-emploi (AE) et d'autres mesures visant à soutenir des millions de travailleuses et travailleurs. La pandémie a mis en évidence le fait que notre filet de sécurité sociale était inadéquat bien avant l'arrivée de cette crise.

Afin d'établir une sécurité du revenu qui protège tous les travailleurs et travailleuses, Unifor recommande au gouvernement de prendre les mesures suivantes:

- a. Apporter des modifications permanentes au régime d'assurance-emploi afin d'accroître les niveaux d'admissibilité, d'accès et de prestations;
- b. Mettre en œuvre l'allocation de logement du Canada dans tout le pays;
- c. Concevoir un système de sécurité du revenu qui garantit qu'aucun individu ou famille ne vit avec un revenu inférieur au nouveau point de référence établi par la PCU, tout en tenant compte de la taille de la famille.

2. Développer l'économie en mettant l'accent sur les emplois verts et la décarbonisation

Le secteur énergétique canadien est coincé entre la chute de la demande de pétrole due à la pandémie – qui a atteint son niveau le plus bas depuis un quart de siècle – et la surabondance de pétrole due à la guerre des prix. Fin mars, le prix du baril de pétrole brut Western Canadian Select coûtait moins cher à l'achat qu'à l'expédition. Fin avril, la pression continue de l'offre et le manque de stockage ont fait chuter brièvement les prix mondiaux du pétrole en territoire négatif, ce qui ne s'était jamais produit auparavant dans l'histoire moderne. L'industrie a connu une certaine reprise après ce creux, mais beaucoup de nos membres restent mis à pied et incertains face à l'avenir auquel ils sont confrontés.

En bref, l'industrie a été décimée et les travailleuses et travailleurs sont en difficulté – le gouvernement doit présenter un plan. Le moment est venu de mettre en œuvre un programme ciblé de soutien à l'industrie énergétique, soutenu par un Fonds de transition juste.

Le Canada a besoin d'un investissement massif et historique dans les technologies propres, les infrastructures vertes et la création d'emplois qui y est associée. Axer un fonds de transition permanent sur les technologies sans émissions, investir massivement dans la technologie des véhicules sans émissions et la capacité de production du secteur automobile et renforcer les compétences et les

capacités des travailleuses et travailleurs des sables bitumineux pour répondre à nos besoins énergétiques futurs.

Pour faire croître l'économie en mettant l'accent sur les emplois verts et la décarbonisation, le gouvernement fédéral doit:

- a. Soutenir la fabrication de véhicules électriques à émission zéro (VEZ) au Canada par le biais d'une stratégie nationale de l'automobile et établir une infrastructure de bornes de recharge;
- b. Mettre en place des programmes de soutien ciblés pour l'industrie afin que le Canada continue de répondre à ses besoins énergétiques, ainsi qu'un fonds fédéral de transition équitable pour les travailleuses et travailleurs du secteur de l'énergie qui seront déplacés;
- c. Élargir le Fonds pour l'infrastructure de transport en commun dans le cadre d'une stratégie nationale pour le transport public;
- b. Réorienter les soutiens à l'emploi et développer un système de formation qui soutient les emplois verts.

3. Renforcer la capacité du Canada à fabriquer et à créer des biens au pays grâce à des stratégies industrielles visant à rebâtir la capacité industrielle

Lorsque la pandémie s'est installée, les travailleuses et travailleurs et les familles se sont retrouvés sans les biens et services essentiels nécessaires pour protéger leur santé et leur bien-être, notamment des équipements de protection individuelle (EPI), tels que des ventilateurs et des masques, mais aussi des biens de consommation essentiels comme les savons, les désinfectants, les produits de nettoyage; ils ont aussi connu des préoccupations croissantes concernant les pénuries alimentaires et la sécurité alimentaire.

La capacité de construire et de créer au Canada est importante. Il faut un environnement politique renouvelé, avec un double objectif : encourager les progrès technologiques et exiger la création d'emplois tout au long de la chaîne d'approvisionnement. En s'engageant dans une politique industrielle pour rebâtir la capacité industrielle du Canada, le pays sera plus résistant et plus autonome à l'avenir. Unifor recommande au gouvernement de:

- a. Élaborer des stratégies industrielles globales pour incuber et développer les capacités de fabrication nationales essentielles et l'infrastructure de la chaîne d'approvisionnement, notamment pour l'automobile, l'aérospatiale, la construction navale, les matériaux de construction, les produits pharmaceutiques et les équipements de protection individuelle;
- b. Élaborer des stratégies globales pour l'économie des services et de la création, y compris les télécommunications et les médias.

4. Élargir la définition des infrastructures essentielles pour y inclure l'économie solidaire et mettre en place les programmes et services nécessaires pour soutenir une économie du 21^e siècle caractérisée par l'équité dans la prestation des services et le travail décent:

La main-d'œuvre du 21^e siècle dépend de bien plus que des routes et des ponts pour se rendre au travail et pour s'assurer que les biens et les services qu'elle produit parviennent à leurs clients. Des services de garde d'enfants se sont avérés être un important stabilisateur économique qui favorise l'égalité des genres et crée des emplois – des emplois de qualité si le gouvernement concentre les financements sur

des salaires et des avantages plus élevés. Sans services de garde d'enfants, de nombreux parents, pour la plupart des femmes, sont contraints de rester à la maison. Les employeurs comptent sur des employés en bonne santé pour que leur entreprise reste opérationnelle et efficace. Les travailleuses et travailleurs ont besoin d'un régime universel d'assurance-médicaments afin de garantir l'égalité d'accès aux traitements nécessaires pour se rétablir et rester en bonne santé pendant et après une maladie.

Il est grand temps de mettre un terme aux avis concernant l'eau potable dans les communautés autochtones de tout le pays. Le gouvernement doit élargir ses stratégies de logement abordable, et construire et rénover des logements abordables pour les personnes qui en ont le plus besoin. Le fait d'exiger que les outils et l'équipement soient fournis par des fournisseurs canadiens permettra de créer davantage d'emplois au Canada également.

Pour développer et construire des infrastructures essentielles au 21^e siècle, le gouvernement doit:

- a. Mettre en place un système universel pancanadien de services de garde;
- b. Mettre en œuvre un régime national et universel d'assurance-médicaments;
- c. Mettre fin aux soins de longue durée à but lucratif en assurant un financement adéquat pour un système sans but lucratif fiable;
- d. Mettre fin aux avis concernant l'eau potable dans les communautés autochtones par des investissements dans les infrastructures et des possibilités de travail décent;
- e. Améliorer considérablement la stratégie et le fonds pour le logement abordable;
- f. Veiller à ce que tous les Canadiens et Canadiennes aient accès aux services Internet;
- g. Investir dans le système national de transport ferroviaire de passagers;
- h. Veiller à ce que tous les investissements dans les infrastructures soient assortis d'exigences en matière de travail décent et respectent les principes de fabrication au Canada.

5. Rebâtir la capacité fiscale du Canada et assumer une dette supplémentaire

Entre l'augmentation des emprunts et la hausse des impôts des particuliers et des entreprises riches, le Canada a la capacité fiscale de bâtir une économie équitable, inclusive et résiliente. Unifor préconise les mesures suivantes:

- a. Renforcer la capacité fiscale du Canada par un certain nombre de changements fiscaux, notamment en mettant en place un impôt sur la fortune, en supprimant les échappatoires fiscales, en luttant contre les paradis fiscaux et en modifiant La loi de l'impôt sur le revenu afin que les achats publicitaires canadiens des médias numériques américains ne soient plus déductibles;
- b. Continuer d'emprunter de l'argent à des taux d'intérêt historiquement bas, le coût de ne pas investir dans les programmes et services énumérés ci-dessus est trop élevé pour ne rien faire.

Conclusion

Le pays est confronté à un choix important au sortir de cette crise : continuer sur la voie de l'inégalité et de la cupidité ou orienter notre effort collectif vers la résolution des problèmes urgents d'aujourd'hui. Les recherches menées sur les reprises antérieures montrent qu'une action gouvernementale forte pour mettre en place des programmes et des infrastructures est le moyen le plus rapide de rebâtir une économie après une crise. En se concentrant sur l'élimination des crises qui existaient déjà, le

gouvernement peut bâtir une économie équitable, inclusive et résiliente qui profite à tous les travailleurs et travailleuses du Canada.

sepb343KT:ld